

**“opinionway** pour **Groupe Les Echos Le Parisien** Fondation Jean Jaurès

# Démocratie mise à mal : comment retrouver de la confiance dans le débat collectif ?

Rapport d'étude qualitative | Septembre 2024





# La méthodologie et le profil des répondants





# Le rappel de la méthodologie

## Une communauté qualitative de 110 citoyens français

Les profils ont été diversifiés en termes :

- D'âge ;
- De sexe ;
- De catégorie socioprofessionnelle ;
- De région d'habitation ;
- De catégorie d'agglomération ;
- De sympathie partisane.

## 4 jours d'interrogation, du 10 au 13 septembre 2024

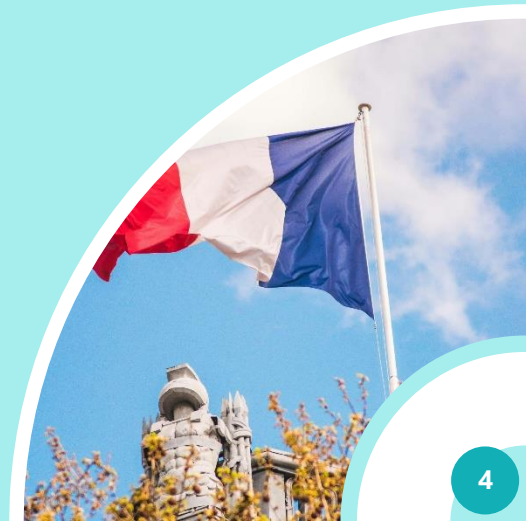
“*opinionway*” a réalisé cette enquête en appliquant les procédures et règles de la norme ISO 20252.





# Le sommaire

1. Un climat social sombre et une température morale en berne accentuent la défiance
2. Les modalités du discours médiatique pèsent dans la crise de la confiance
3. Face au sentiment de ne plus être « écouté », l'attente d'un débat démocratique revivifié s'exprime
4. Plusieurs attentes s'expriment pour retrouver, demain, l'implication citoyenne





# 01

Un climat social sombre  
et une température morale  
en berne accentuent la défiance





# En des temps de tumulte et d'incertitude, c'est encore dans *la* politique que se fixent les espoirs

Pour nombre de citoyens interrogés, **les motifs de crainte** paraissent plus nombreux que les raisons d'espérer.

La **conjonction des crises** pèse sur les vies et les destins, du niveau le plus global au plus local :

- Réchauffement climatique, conflits et crises géopolitiques, poids de l'inflation ;
- Polarisation et montées des extrêmes, craintes sociales en miroir des électorats (immigration et insécurité d'un côté, montée du racisme et des intolérances de l'autre).

Face à ces défis majeurs, **c'est encore dans le cadre politique et institutionnel que se placent les espoirs** (davantage, en première instance, que dans l'action individuelle, associative ou entrepreneuriale), en parallèle d'un **resserrement sur la sphère personnelle** (les proches, les amis).

En découle la perception que **la foi dans le politique** – la propension à œuvrer collectivement pour le bien commun – n'est **pas totalement entachée par les limites et les incuries perçues de la politique.**





## Selon les mots des participants

« Peu d'espoir concernant le futur, conflits, changement climatique, situation politique, insécurité. Bref beaucoup de nuages et peu d'éclaircies en vue » (Homme, 50 ans et +, Retraité, Pays-de-la-Loire, Renaissance)

« Dans le monde rien ne va bien, on assiste à des conflits qui pour un bout de terre pourraient nous conduire à une guerre mondiale, à cause de l'entêtement de certains comme Poutine dont on ne sait pas où il va s'arrêter... En France nos hommes politiques sont comme d'habitude toujours médiocres, pour ne pas dire plus, incapables de s'entendre même pour l'intérêt du pays » (Homme, 50 ans et +, CSP+, Nouvelle Aquitaine, Renaissance)

« J'espère que nous pourrons continuer à progresser vers une société plus juste et équitable. Je souhaite que nous puissions surmonter les défis économiques, sociaux et environnementaux auxquels nous sommes confrontés. J'espère que nous pourrons encourager l'innovation, l'éducation et la solidarité, afin de construire un avenir meilleur pour tous les citoyens » (Homme, 25-34 ans, CSP+, Grand Est, EELV)

« J'espère que le pays se portera mieux sur tous les points, ce qui ne semble pas être gagné. Moins de dépenses futiles, un budget mieux géré, plus d'égalité, moins de racisme, plus de protection des animaux, une revalorisation des salaires, plus de prise en considération des citoyens dans les décisions majeures et susceptibles d'impacter le pays » (Homme, 18-34 ans, Inactif, Ile-de-France, la France Insoumise)



# “ Une majorité souligne l'importance de l'exercice de la citoyenneté, dont le vote constitue l'expression paradigmatique

Les participants, dans leur grande majorité, **valorisent la citoyenneté et ses implications.**

Celle-ci est pensée selon trois catégories principales :

- L'expression des **droits** : de vote, de manifestation, de grève...
- La **notion de « respect »**, agissant comme un impératif moral et qui semble, dans les discours, prendre le pas sur la catégorie traditionnelle du « devoir » : « respect » de la vie en collectivité, de l'environnement, des lois...
- Pour certains, **un engagement** (associatif, local, syndical...).

L'exercice de la citoyenneté, à leurs yeux, est garanti par **un cadre démocratique**, qui se compose de plusieurs marqueurs, en particulier le pluralisme politique, la séparation des pouvoirs et la liberté d'opinion (de la presse en particulier).

- Seule une minorité, déclarant une proximité partisane au Rassemblement national ou à La France insoumise, tend à considérer que **la France n'est plus ou plus totalement une démocratie.**

Se dégage **l'image globale d'une démocratie en acte**, certes imparfaite et affaiblie (comme en témoigne le niveau d'abstention), mais **encore solide**, et pour laquelle le vote constitue l'expression paradigmatique.





## Selon les mots des participants

« Le droit d'aller voter, d'exprimer ses opinions par le vote, montrer son mécontentement ou sa satisfaction » (Femme, 18-34 ans, Inactive, PACA, Aucune formation politique)

« Être un citoyen, je pense que c'est vivre dans un pays, s'y intéresser et vouloir le meilleur pour lui. C'est s'impliquer dans la vie du pays, ne serait-ce qu'en donnant son avis dès que cela est possible et demandé » (Femme, 18-34 ans, CSP intermédiaire, PACA, Rassemblement National)

« En France, nous avons la chance d'avoir une démocratie et d'être représentés par de nombreux partis. Toutefois, on a parfois l'impression que le Président en place ne tient pas vraiment compte de l'avis de la majorité et impose ses choix (Femme, 18-34 ans, CSP intermédiaire, Auvergne-Rhône-Alpes, Rassemblement National)

« La démocratie en France est affaiblie, notamment en raison de la faible participation aux élections, du peu de vie citoyenne et de la montée des communautarismes, et il semble que de nombreux citoyens ne mesurent pas leur chance de vivre en démocratie » (Femme, 35-49 ans, CSP+, Ile-de-France, UDI)



# “ Les institutions, en leur principe, ressortent comme un cadre aussi nécessaire que structurant

Les institutions, et notamment l'institution politique, en tant que cadre formel de l'organisation de la vie sociale, demeurent valorisées en elles-mêmes :

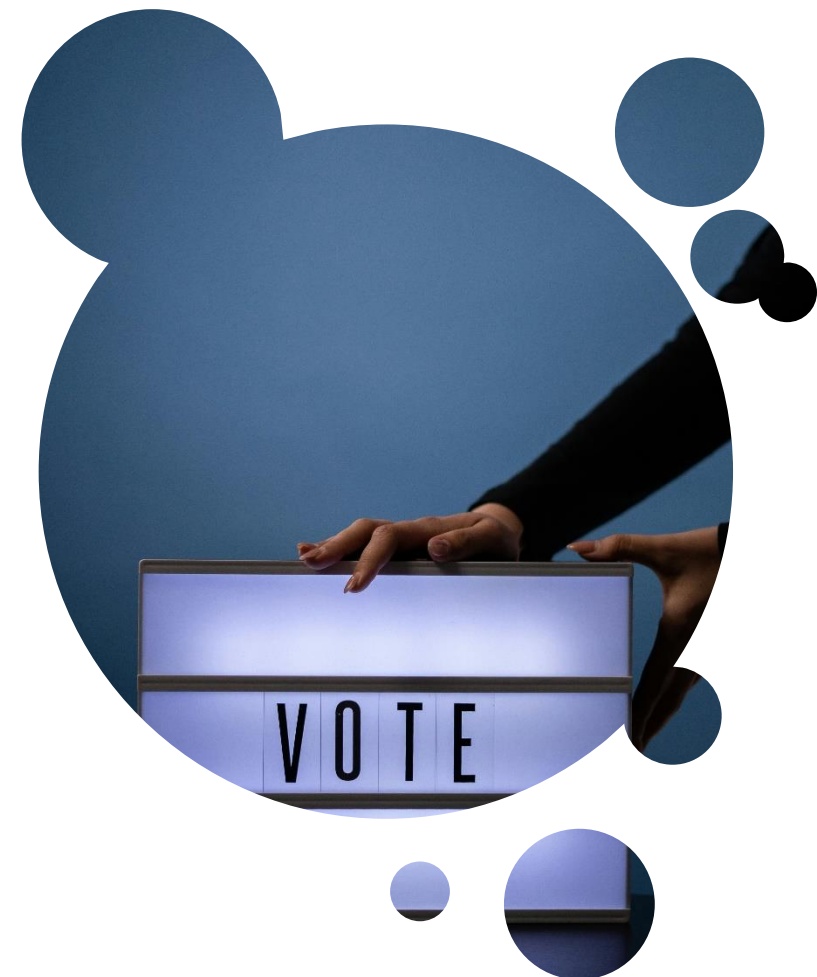
- Elles représentent **l'incarnation concrète de valeurs démocratiques** chères au cœur des citoyens ;
- Elles constituent **le cadre et la condition de la vie en communauté** ;
- Plus concrètement, **elles ont réussi à « tenir »**, bon an mal an, face aux crises et malgré leurs imperfections.

Si les institutions et les principes qui les gouvernent restent structurants en tant qu'idéaux régulateurs, **elles sont l'objet d'attentes qui sont difficilement remplies** dans le concret de la vie sociale et politique.

*« Je crois en l'importance des institutions pour structurer et organiser la société, mais je suis également conscient des défis et des imperfections qui peuvent exister [...] Cependant, cette confiance est conditionnelle et dépend de la transparence, de l'intégrité et de l'efficacité des institutions » (Homme, 25-34 ans, CSP+, Grand Est, EELV)*

*« Je n'ai qu'une confiance toute relative dans les acteurs politiques mais respecte nos institutions et leur bien-fondé » (Homme, 18-34 ans, CSP+, Ile-de-France, Renaissance)*

*« Trop de laxisme, pas assez de vérifications...la machine marche encore mais il manque de bons conducteurs » (Homme, 50 ans et +, Retraité, Occitanie, Rassemblement National)*





# Face aux institutions, s'expriment cinq grandes attentes qui peinent à être remplies



L'écoute



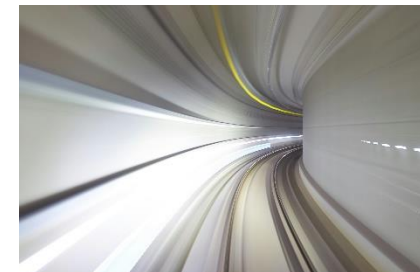
La transparence  
et l'exemplarité



La justice et  
l'équité



La proximité



L'efficacité

... Et l'échec des institutions à remplir pleinement ces attentes **nourrit un sentiment de défiance largement installé.**



# Le déficit d'écoute semble constituer l'un des principaux moteurs de la défiance

Le sentiment d'un **manque d'écoute** se révèle très prégnant au travers des différentes contributions.

- En un sens pratique, il s'agit de **l'absence perçue de dispositif d'écoute citoyenne**, d'interface qui permettrait d'effectuer un relais entre les souhaits, les attentes des citoyens et la décision publique ;
- En un sens symbolique, et **bien plus profond**, c'est **le sentiment de « ne pas être écouté »**, et encore moins entendu, par la classe dirigeante, en particulier dans les écarts constatés entre les choix électoraux et les décisions politiques.



L'écoute

Sur ce dernier point, **plusieurs faits marquants** semblent avoir accentué ce sentiment, présents à l'esprit à la mesure de leur récence : le retour sur le référendum de 2005 par le président Nicolas Sarkozy (peu mentionné), l'usage récurrent de l'article 49.3, la réforme des retraites et, de manière largement partagée, la récente séquence de la nomination de Michel Barnier au poste de Premier ministre (cf. infra).

Au-delà de sa base électorale, la figure d'Emmanuel Macron est fréquemment décrite comme **une personification de cette distance, sous les traits du « roi » ou du « monarque »**, coupé des préoccupations de ses concitoyens.

*« Malgré des grèves massives la réforme des retraites est passée par exemple alors que des économistes de renom ont donné un avis défavorable. Comment avoir confiance en cette politique ? Utiliser sans cesse le 49.3 idem » (Homme, 50 ans et +, CSP+, Grand Est, Le Parti Socialiste)*

*« Mon degré de confiance n'a pas trop évolué, sauf vis à vis du Président de la République, un peu trop isolé en son Palais... » (Homme, 50 ans et +, Retraité, Centre Val-de-Loire, Renaissance)*

*« Ce qui a le plus amplifié la diminution de ma confiance, ce sont les passages en force comme le 49.3 et l'indifférence de notre Président à l'égard des gens » (Femme, 50 ans et +, CSP intermédiaire, Grand Est, Rassemblement National)*



# FOCUS – La nomination du nouveau Premier ministre a été largement perçue comme un irrespect du résultat des urnes, symbole d'un manque d'écoute

La récente séquence politique, allant de la dissolution annoncée le 9 juin par Emmanuel Macron à la nomination au poste de Premier ministre de Michel Barnier, **crystallise le sentiment d'un déficit d'écoute de la voix des Français... et du résultat des urnes.**

- Si les réactions se révèlent plus vives et plus intenses chez les électeurs de gauche et de droite radicale, elle se retrouvent chez les citoyens de tous bords.

S'exprime parfois le sentiment que, dans cette séquence, « *personne n'a gagné* », et, en filigrane, que **la démocratie française y a perdu**. Chez beaucoup, cet épisode a fait **monter d'un cran encore le sentiment de défiance.**

*« Au niveau national, Macron est un excellent exemple de la manipulation politique : il dissout l'Assemblée pour faire croire qu'il a pris conscience que nous ne voulions plus de sa politique et ensuite il s'empresse de choisir un premier ministre parmi les moins dangereux pour lui et qui poursuivra sa politique au maximum » (Femme, 35-49 ans, CSP intermédiaire, , Pays-de-la-Loire, Autre mouvement écologiste)*

*« Je suis inquiète car les résultats des dernières élections législatives n'ont pas été "respectés" : quid du droit d'expression ! J'ai perdu totalement confiance dans le gouvernement. Je comprends maintenant pourquoi les Français ne vont plus voter ! A quoi bon ! » (Femme, 50 ans et +, Retraitée, Bretagne, Parti Socialiste)*

*« Les dernières élections sont un bon exemple. Malgré des élections faites dans la rapidité et l'urgence, il a fallu plusieurs mois pour qu'un nouveau Premier Ministre soit élu, sans que cela ne reflète le résultat des élections. Que les résultats aillent dans mon sens ou non, il est difficile de se sentir proche d'une politique qui ne prend même plus en compte la voix de la majorité » (Homme, 18-34 ans, Inactif, PACA, La France Insoumise)*



# “ Le manque de transparence et d'exemplarité accroît la distance entre les citoyens et les institutions qui les représentent

La perception d'un **déficit de transparence et d'exemplarité** s'exprime également.

Si peu de faits précis sont mentionnés, il est régulièrement question des « **promesses non tenues** » (souvent sans grand détail) et de **faits de corruption**.

- De manière très marginale, aux points les plus extrêmes de la gauche et de la droite, c'est un système totalement corrompu, « *inféodé à la finance* », voire dictatorial, qui est décrit.

La classe politique est fréquemment décrite comme étant avant tout marquée par une guerre des égos et des positions, où **les ambitions personnelles l'emportent sur la recherche du bien commun**.

« Pour avoir confiance, il faut élire des hommes compétents, honnêtes, qui respectent leur parole. Il faut des règles et les faire appliquer comme dans les pays nordiques (infraction, erreur, inscription au fichier pénal) on vous vire et vous n'avez plus le droit de vous représenter pour une élection » (Homme, 50 ans et +, Retraité, PACA, Rassemblement National)

« Il faudrait une vision claire, des explications régulières sur les projets en cours, les réformes, ce qui est fait, des rapports sur les succès et les échecs de ces politiques. Un retour aux corps intermédiaires qui ont été si négligés ces derniers temps » (Homme, 50 ans et +, Retraité, Centre Val-de-Loire, Renaissance)

« Une confiance qui diminue chaque jour un peu plus : laxisme, corruption, prise illégale d'intérêt, mensonges, mauvaise foi » (Homme, 50 ans et +, Retraité, Occitanie, Rassemblement National)

« Les scandales politiques, les promesses non tenues et les politiques inefficaces peuvent également contribuer à ce sentiment de méfiance » (Homme, 25-34 ans, CSP+, Grand Est, EELV)



La transparence et l'exemplarité



# Les manquements divers, et diversement perçus, aux principes de justice et d'équité amplifient la défiance

Il est attendu des institutions qu'elles **garantissent justice et équité entre les citoyens**.

- De façon évidente, **l'institution judiciaire est concernée, à travers ses défaillances perçues**. Les citoyens déclarant une proximité à gauche tendent à déplorer un manque de moyens, tandis qu'à droite et à l'extrême droite, c'est un sentiment de laxisme et d'impunité qui domine.
- De manière moins littérale, se lit **un sentiment d'iniquité**, en particulier au sein des catégories populaires et intermédiaires. Il est question de **l'injustice fiscale**, du sentiment d'être les « *payeurs* » quand d'autres s'en exonèrent – à plus forte raison quand les « *contreparties* » attendues de l'Etat-providence (pensions de retraite, allocations chômage...) tendraient à se réduire comme peau de chagrin au fil des mandatures.



**La justice  
et l'équité**

*« Manque de confiance face aux événements du quotidien où on a l'impression que les malfrats ne sont pas punis à la hauteur de leurs méfaits. En cause, un manque de prisons, une justice qu'il faudrait revoir, la création de nouvelles lois » (Femme, 50 ans et +, CSP intermédiaire, PACA, MoDem)*

*« Mon degré de confiance est totalement à la baisse d'année en année et de jour en jour par rapport au déclin de cette société. J'ai l'impression que nous sommes tous livrés à nous-mêmes et que nous sommes inexistantes sauf pour payer » (Femme, 50 ans et +, CSP intermédiaire, Grand Est, Rassemblement National)*

*« Je ressens de plus en plus de la distance avec certains partis politiques, on nous parle de la dette, pourquoi ne pas mettre à plat les comptes dans les paradis fiscaux, et prendre cet argent pour payer la dette ? » (Homme, 50 ans et +, Retraité, Hauts-de-France, Retraité, Parti Communiste)*

*« Toutes les personnes qui en ont marre de payer d'un côté de plus en plus d'impôts, de taxes et de l'autre d'avoir l'impression de perdre des droits (retraite, chômage...). En partie, je dirais que je suis concerné par cette crise de confiance » (Homme, 18-34ans, CSP intermédiaire, Auvergne-Rhône-Alpes, Aucune formation politique)*



# La défiance semble s'accroître à la mesure de la distance perçue aux relais institutionnels

La distance perçue dans la champ symbolique (manque d'écoute, de compréhension, d'empathie...) trouve **sa contrepartie dans la géographie des institutions.**

Les relais locaux de de la décision publique, et du tissu institutionnel au sens large, sont **fréquemment jugés insuffisants** (aussi, certaines initiatives, comme les espaces France Services ont pu être saluées).

Auprès des ruraux, ce sentiment s'amplifie à la mesure de la **disparition des services publics de proximité**, accroissant la perception d'une fracture territoriale.

Témoin de la relation vécue entre confiance politique et proximité géographique, **l'échelon local, et les mairies en particulier**, sont fréquemment valorisées comme des points d'écoute et des vecteurs de confiance.



La proximité

*« Il y a un fossé entre les grandes villes où il y a tout, les banlieues où il y a de la pauvreté et des aides. Et les campagnes où les services publics disparaissent comme la poste où l'école, à la culture » (Femme, 35-49 ans, CSP intermédiaire, Hauts-de-France, Renaissance)*

*« La relation de confiance se dégrade au fur et à mesure que l'on "grimpe" dans la sphère politique » (Femme, 50 ans et +, Retraitée, Nouvelle Aquitaine, Les Républicains)*

*« Confiance car l'échelon local est en prise directe avec les citoyens, plus de verdure, de parcs, d'aménagement pour les piétons. Méfiance : le résultat des législatives foulé aux pieds par le président qui n'est qu'un dangereux autocrate » (Homme, 35-49 ans, CSP+, Auvergne-Rhône-Alpes, NPA)*

# “ De manière mineure, l’inertie bureaucratique des institutions pèse dans les perceptions

L’image d’institutions **complexes et bureaucratiques** s’exprime chez certains et participe d’un sentiment de défiance, pris dans **une dialectique du trop et du trop peu** :

- D’un côté, **un excès de complexités**, d’échelons redondants, avec l’image d’un système **lent, inefficace et sclérosé** ;
- De l’autre, un **défaut de services de proximité**, qui disparaissent peu à peu, en ruralité (cf. supra), mais pas uniquement.
  - Les participants déclarant une proximité partisane à gauche, pour leur part, estiment que l’érosion progressive des services publics joue clairement un rôle dans la distance qui s’accroît entre les citoyens et leurs institutions.



L’efficacité

« Elles sont poussiéreuses, elles auraient besoin qu'on les simplifie » (Femme, 50 ans et +, CSP+, Nouvelle Aquitaine, Renaissance)

« Aucune remise en cause d'un système figé et bureaucratique » (Homme, 50 ans et +, Retraité, PACA, Horizons)

« Il faudrait que les institutions soient plus modernes (dématérialisation..) et qu'elles aient une vision à long terme et non court-termiste » (Homme, 18-34ans, CSP intermédiaire, Auvergne-Rhône-Alpes, Aucune formation politique)



# Émerge de ce tableau les contours d'une crise de la confiance relativement généralisée

De manière plus ou moins intense, s'exprime **un rapport aux institutions qui va des doutes et questionnements à une défiance marquée.**

Cette échelle semble, en partie, être bornée par **certains profils sociologiques** :

- Tendanciellement, les participants **séniors et marqués au centre et à droite de l'échiquier** témoignent d'une confiance plus forte vis-à-vis des institutions. Dans certains cas, cette confiance s'est renforcée avec la politique du « *quoi qu'il en coûte* », durant la **pandémie de Covid**, signant une forme de retour de l'Etat-providence ;
- A l'inverse, les participants déclarant une proximité à la gauche radicale et surtout à l'extrême droite, font montre d'une **défiance particulièrement marquée** et, pour certains, envisagent un changement politique radical comme une solution au problème.

*« Je fais confiance aux hommes politiques qui veulent le bien commun. J'ai une nature plutôt optimiste et vis d'espoir » (Homme, 50ans et +, Retraité, Auvergne-Rhône-Alpes, Renaissance)*

*« Chaotique, désastreux. C'est une dictature en ce moment, j'espère que Macron sera destitué bientôt. Je ne supporte pas de le voir gouverner » (Femme, 18-34 ans, CSP+, Ile-de-France, La France Insoumise)*





# 02

La parole médiatique joue un rôle dans le sentiment de défiance





# Les médias, essentiels en tant que « quatrième pouvoir », paraissent aussi nécessaires que partiellement mis à distance

Les médias demeurent **perçus comme un « quatrième pouvoir »**, essentiel au **fonctionnement de la démocratie et à la tenue du débat public**.

Leur rôle s'avère primordial : **informer en tant que mission première**, mais aussi apporter un espace d'échange et de confrontation des points de vue, **garant d'un pluralisme** théorique.

Toutefois, une certaine mise à distance s'observe :

- La **perception de divers biais** (politisation, appartenance et pressions financières...) aura pour conséquence que la parole médiatique n'est plus tenue pour argent comptant, ni reçue sans questionnement ;
- Dans leur contenu même, les médias sont perçus comme des **porteurs de « mauvaises nouvelles »**, tandis que beaucoup recherchent des échappatoires à un quotidien difficile marqué par la conjonction des crises et des peurs sociétales.

*« Les médias sont importants pour les gens. C'est le quatrième pouvoir. » (Homme, 18-34 ans, CSP intermédiaire, Ile-de-France, Parti socialiste)*

*« Je crois que je ne veux plus connaître les informations : trop de mauvaises nouvelles : catastrophes climatiques, guerres, attentats, meurtres, économie en déclin... » (Femme, 50 ans et plus, Retraitée, Bretagne, Parti socialiste)*



# “ Le régime de croyance dans la parole médiatique semble conditionné à quatre déterminants



## La réputation

Elle est portée par **l'historicité** (les médias anciens, installés, du *Monde* à TF1), ou, pour certains (tendanciellement plus marqués à gauche), par le statut des **médias de service public**.



## La déontologie journalistique

Une forme d'**exemplarité journalistique** est attendue (cf. infra) : neutralité, vérification, contextualisation, précaution...



## L'indépendance

Une certaine méfiance s'exprime vis-à-vis de **l'appartenance des médias à de « grands groupes »** ou d'une **orientation politique** très marquée (CNews, par exemple, est fréquemment mentionnée). A cet égard, les **médias locaux** sont valorisés.



## L'expertise

Face à **la mise en doute de certaines figures** quant à leur compétence (l'animateur) ou leur neutralité (le chroniqueur), **la parole experte**, et en particulier scientifique, est valorisée.

# “ Selon les mots des participants



## La réputation

« Il faut à mon sens un media qui ait pignon sur rue. Là, on sait que les sources ont été vérifiées un certain nombre de fois. » (Homme, 50 ans et plus, CSP+, Nouvelle Aquitaine, Renaissance)



## La déontologie journalistique

« Plusieurs critères donnent confiance : objectivité, transparence, diversité des points de vue, vérification des faits. ce sont notamment l'ensemble de ces critères qu'il faut vérifier pour pouvoir juger si un media est crédible et digne de confiance » (Homme, 50 ans et plus, CSP+, Ile-de-France, Les Républicains)



## L'indépendance

« Il faut chercher la contre information via des médias indépendants (Le Canard Enchaîné...) pour recouper les informations et se faire une meilleure idée de l'information. Normalement, c'est le travail des journalistes... Il faut que l'information soit traitée en profondeur et avec vérité, regarder quels sont les ressorts qui ont amené à cette information pour que chacun puisse se faire sa propre idée » (Homme, 50 ans et plus, Pays-de-la-Loire, UDI)



## L'expertise

« J'ai confiance dans certains journalistes qui n'ont jamais été mis en cause et sur les experts dans certains domaines » (Homme, 50 ans et plus, IDF, Les Républicains)

# “ FOCUS – Une exemplarité journalistique, ancrée dans la déontologie du métier, est attendue

Plusieurs marqueurs des attentes vis-à-vis de la consommation médiatique sont directement liés à l'exercice de la profession journalistique et à la déontologie du métier :

- **La transparence**, à travers une ligne éditoriale claire ;
- **La vérification** des sources et des informations. A cet égard, le modèle du *fact-checking* est salué ;
- **La neutralité**, selon un schéma en trois temps : informer (le rôle premier du journaliste) expliquer (appel à des experts) et, éventuellement, interpréter ;
- **La contextualisation** de l'information afin de fournir des éléments de compréhension clairs et d'éviter les biais (à cet égard, la reprise d'informations concordantes de média en média sera de nature à rassurer) ;
- **La précaution**, soit la mise au conditionnel des informations non encore confirmées et la reconnaissance des erreurs le cas échéant.



# “ La défiance envers les médias s’exprime selon quatre axes



## La surabondance

**L’information omniprésente et multicanale**, incarnée en particulier par les réseaux sociaux et les chaînes d’information en continu, **pèse sur la crédibilité accordée à l’information** et la nécessaire prise de recul.



## Le sensationnalisme

**La recherche du « buzz »** et du titre à cliquer marquerait les pratiques médiatiques, au détriment de la fiabilité et de la pertinence de l’information. La nécessaire **vigilance face aux fake news** est fréquemment mentionnée.



## L’orientation

Certains médias seraient marqués par **une orientation politique bien définie**, et qui s’exprimerait parfois **de manière latérale** (par exemple, en recevant des invités en accord avec la ligne éditoriale du support).



## La déconnexion

S’exprime enfin le sentiment que les sujets traités par les médias seraient **largement déconnectés du quotidien des Français**, tel un écran de fumée sur leurs problèmes du quotidien.

# “ Selon les mots des participants



## La surabondance

« Je me méfie des réseaux sociaux car avec Internet on peut facilement jouer un rôle, truquer des images ou diffuser de fausses informations, ça ne reflète pas la réalité du monde » (Femme, 25-34 ans, cadre, Auvergne-Rhône-Alpes, Debout la France)

« Une information trop hâtive peut être à l'origine de malentendus et de fausses informations, et ce quitte à revenir sur les faits pour rectifier le tir et c'est souvent le cas de BFM TV » (Femme, 50-64 ans, retraitée, IDF, Parti socialiste)



## Le sensationnalisme

« La recherche du scoop peut engendrer des dérives. Ce qui me rassure c'est quand il s'agit d'enquêtes faites sur plusieurs semaines ou mois » (Homme 50 ans et plus, CSP+, Ile-de-France, Renaissance)

« Je trouve que les médias sont souvent biaisés en mettant l'accent sur les informations négatives et sensationnelles » (Femme, 18-24 ans, CSP+, Ile-de-France, Parti socialiste)



## L'orientation

« Je n'ai pas le sentiment d'avoir une information fiable par les médias qui sont influencées par leur patron qui ont une ligne éditoriale. » (Femme, 25-34 ans, Inactive, Centre Val-de-Loire, La France insoumise)

« J'ai quand même un côté méfiant et j'ai tendance à vérifier les informations importantes ou à consulter plusieurs médias pour être sûr des informations recueillies. » (Femme, 18-34 ans, CSP intermédiaire, PACA, Renaissance)



## La déconnexion

« Je n'ai plus confiance dans les médias qui parlent toujours des mêmes choses mais pas des problèmes importants de notre quotidien » (Homme, 18-34 ans, CSP intermédiaire, Ile-de-France, Rassemblement national)

# “ Le rôle attendu du journaliste demain : messenger et pédagogue, et non directeur de conscience

**Une part de la défiance exprimée envers les médias est structurelle**, sur son volet quantitatif en particulier : irruption relativement récente et prégnance des réseaux sociaux (qui jouent, notamment chez les plus jeunes, le rôle de porte d'accès à l'information), multiplication des canaux d'information...

**Mais un autre moteur de ce sentiment semble plus conjoncturel**, affaire de qualité davantage que de quantité, avec **une certaine démonétisation de la figure du journaliste**, à laquelle sont reprochés de fréquents manquements à la déontologie du métier et au rôle sociétal qui lui est attribué.

Nombre de journalistes semblent aujourd'hui **contraints par des dynamiques plus grandes qu'eux** (poids du financement des médias et de leurs appartenances, orientations politiques assumées...), et qui orienteront le discours médiatique.

Aussi, un retour à la fonction première de la profession est attendu : **informer, vérifier, pour mettre en débat, dans une posture de relatif retrait.**

*« Je pense que les médias devraient être indépendants, c'est-à-dire véritablement autonomes et libres de toute influence gouvernementale ou commerciale. Les journalistes devraient écrire librement sans aucune pression. » (Homme, 18-34 ans, CSP intermédiaire, Ile-de-France, Parti socialiste)*

*« La manière de traiter le sujet. Relayer l'information telle qu'elle s'est passée sans émettre une opinion, être impartial. L'intonation du journaliste est également importante car elle accentue l'information donnée et peut influencer nos idées. » (Femme, 50 ans et plus, CSP intermédiaire, PACA, MoDem)*





# 03

Face au sentiment de ne plus être « écouté », l'attente d'un débat démocratique revivifié s'exprime





# Le débat public, tel qu'il est aujourd'hui perçu, achoppe sur trois aspects



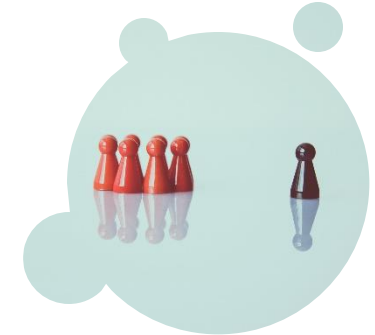
## La qualité

Un débat perçu comme **polarisé, conflictuel**, souvent jugé **peu constructif**.



## La modalité

Un débat **avant tout médiatique et descendant**.



## La relation

Un débat **dont les citoyens se sentent exclus**.



# Le débat public se caractérise avant tout par ses tensions et ses prises de parole polarisées

Le débat public, en son principe, est largement considéré comme **une nécessité de la vie démocratique**, pour laquelle l'expression des points de vue devrait participer de la prise de décision.

Mais, dans les faits, **cet idéal semble bien lointain**. Est ainsi décrit un débat public passionné, souvent conflictuel, orienté (par la parole médiatique et politique), voire polarisé.

En conséquence, **il apparaît fréquemment comme « stérile »**. A cet égard, bien peu de participants sont en mesure de donner des exemples de débats publics constructifs dans la période récente.

*« Un peu trop passionné. On devrait avoir une culture de compromis pour se mettre d'accord sur des réformes essentielles » (Homme, 50 ans et +, Retraité, Centre Val-de-Loire, Renaissance)*

*« Au final, sans vraiment chercher l'information, on a très peu de retours sur ses débats et on a une grande sensation que ce sont plutôt les politiques qui décident et savent à l'avance quelles décisions seront prises » (Homme, 18-34 ans, Inactif, PACA, La France Insoumise)*

*« Il n'y a plus de débat public ! Enfin, si, mais les éléments qui ressortent des débats publics sont ignorés par les gouvernements, donc ils ne servent plus à rien » (Homme, 50 ans et +, CSP intermédiaire, Pays-de-la-Loire, UDI)*



# “ Les médias et l’arène politique sont perçus comme les détenteurs quasi-exclusifs du débat public

Le débat public **est essentiellement perçu comme une réalité médiatique**, notamment sous la forme paradigmatique du débat télévisé.

En perception, y participent **essentiellement trois catégories d’intervenants : les journalistes, les politiques et les experts**, nourrissant la perception d’un exercice descendant et peu participatif.

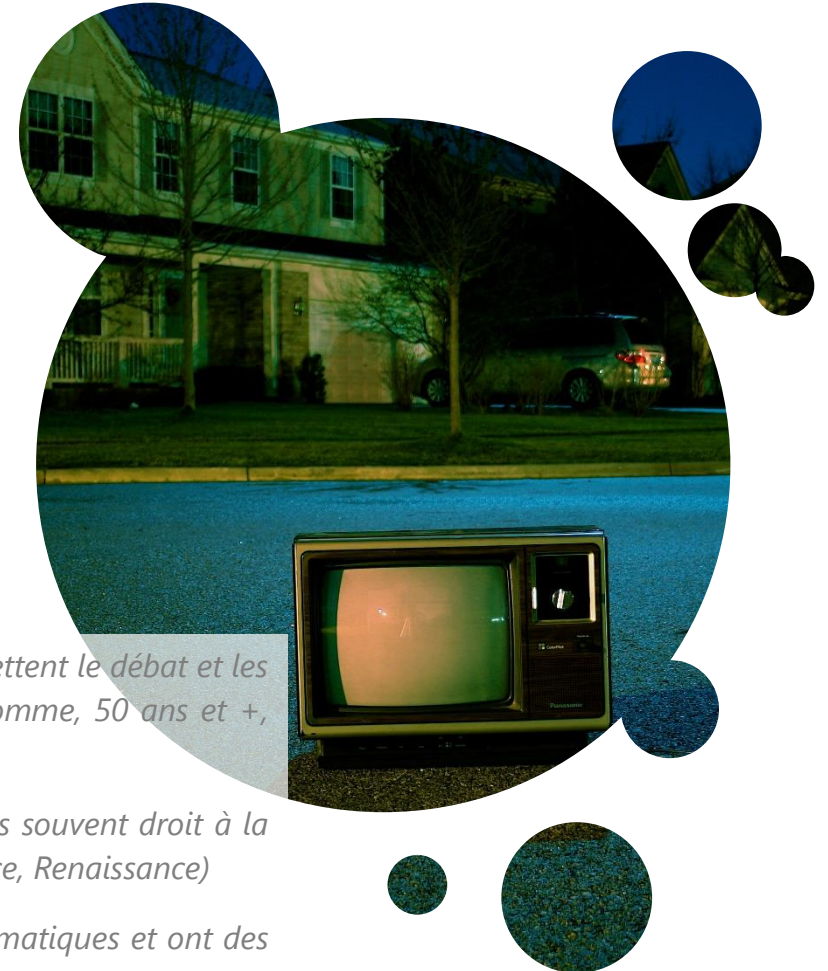
Ce débat serait **marqué par des thèmes récurrents** : l’insécurité et l’immigration (sujets instrumentalisés selon certains), la vie politique (récemment, la réforme des retraites et la séquence post-législatives), les grandes questions diplomatiques (comme le conflit entre l’Etat d’Israël et le Hamas).

Ces sujets, jugés lointains pour certains, **prendraient le pas sur des préoccupations plus quotidiennes** : la santé, la question environnementale et climatique, le pouvoir d’achat.

*« Le débat public est très important quand il est bien conduit. Il se trouve que ce sont les médias qui permettent le débat et les journalistes vous font dire ce qu’ils veulent et orientent la politique dans le sens où ils le désirent » (Homme, 50 ans et +, Retraité, Nouvelle Aquitaine, Parti Socialiste)*

*« Les personnalités influentes prennent souvent la parole pour qu’on parle d’elles. Les minorités n’ont pas souvent droit à la parole. Et les scientifiques devraient la prendre plus souvent » (Homme, 50 ans et +, CSP+, Hauts-de-France, Renaissance)*

*« On devrait donner plus souvent la parole aux élus locaux, aux personnes du "terrain" car ils sont pragmatiques et ont des solutions qu’ils appliquent localement » (Homme, 50 ans et +, Retraité, Centre Val-de-Loire, Renaissance)*





# Les citoyens, dans ce contexte, se vivent souvent comme les grands absents de ce débat

Le sentiment, pour les citoyens, d'être **exclus du débat public domine**.

- Plus particulièrement, certaines catégories seraient invisibilisées dans le champ médiatique : les minorités, les personnes handicapées...

A la marge, quelques exemples de débat public dans lequel les citoyens ont pu se sentir impliqués sont mentionnées :

- Des **tables rondes citoyennes** à l'échelon local ;
- L'exemple, parfois contesté, des **concertations citoyennes** (Grand débat, Convention citoyenne pour le climat...). Valorisées chez certains électeurs de l'ex-majorité présidentielle, elles sont davantage perçues comme dénuées d'effet dans les autres camps.

Ce sentiment d'exclusion du débat citoyen semble nettement **participer de la défiance exprimée face aux institutions**.

*« Les Français sont déçus, ils ont l'impression que leur avis n'est pas pris en compte donc ils se désintéressent de la politique, cela va être compliqué pour les impliquer » (Homme, 18-34 ans CSP populaire, Hauts-de-France, Le Rassemblement National)*

*« Des réunions de quartier dans ma commune avec les responsables de la mairie ou d'autres ont abouti, par exemple, à l'aménagement réussi d'espaces verts dans le quartier » (Homme, 50 ans et +, Retraité, Centre Val-de-Loire, Renaissance)*

*« La convention citoyenne sur le climat qui a proposé des mesures constructives. Elle a bien fonctionné du fait de la diversité des participants et par sa médiatisation importante » (Homme, 50 ans et +, CSP+, Ile-de-France, Les Républicains)*





# 04

Plusieurs attentes s'expriment pour retrouver, demain, l'implication citoyenne





# Les leviers envisagés, pour renforcer la confiance en la vie citoyenne, répondent aux limites perçues de l'existant



Favoriser l'écoute



Garantir la transparence



Renforcer la proximité



Dépoussiérer les institutions



# La mise en place de dispositifs d'écoute citoyenne pourrait favoriser l'envie de participer à la vie démocratique

Face au déficit d'écoute perçu, les citoyens interrogés attendent que **les pouvoirs publics mettent en œuvre des dispositifs qui leur permettront une participation active** afin que leur voix soit entendue :

- Un **appétit référendaire** se lit chez beaucoup. **Format démocratique par excellence**, le référendum permettrait aux citoyens de s'impliquer directement dans la décision publique. Certains, toutefois, soulignent les dangers de l'exercice, notamment sur les questions les plus clivantes, et appellent à des déclinaisons locales (à l'image des votations suisses, parfois mentionnées) ;
- Parallèlement, des **consultations publiques** et des **débats citoyens** pourraient nourrir l'implication ;
- **Les citoyens interrogés souhaiteraient être impliqués à différents échelons** : journalisme participatif, intégration de représentations de la société civile dans la prise de décision politique, panels citoyens pour tester les décisions publiques...
- Au-delà du politique, **l'intégration des différents acteurs au débat** est parfois attendue : tissu associatif, entreprises du secteur privé, personnel éducatif... (cf. *infra*)



Favoriser l'écoute

« Peut-être proposer des referendums sur des sujets bien précis, pas forcément des projets à forte consonnance politique. Déléguer des décisions au niveau local » (Homme, 50 ans et +, Retraité, Centre Val-de-Loire, Renaissance)

« Il faut créer des assemblées plus ouvertes et y intégrer des personnes autres que des politiques pour les sujets de la vie courante ,les français sont dépassés par certaines décisions » (Femme, 50 ans et +, CSP+, Hauts-de-France, Renaissance)

« Inviter des personnes en les triant par afin que tous les domaines d'activités, horizons et bords, soient représentés, ensuite un tirage au sort égal entre les parties car bien évidemment il faut limiter les participants pour des débats sérieux, participatifs... et ainsi faire avancer les réflexions sur les nombreux dossiers... » (Homme, 50 ans et +, Retraité, Grand Est, La France Insoumise)

# “ La pleine information et la transparence de la vie publique seraient de nature à renforcer la confiance

La transparence représente également, pour les citoyens interrogés, **un enjeu déterminant pour une plus grande implication**. Cette attente concerne plusieurs niveaux :

- L'accès à **une information pleine et entière** sur les enjeux présidant à la décision publique (mise à disposition des études, plateformes d'information...) . Certains appellent ainsi à l'intercession d'organismes indépendants pour analyser et diffuser l'information ;
- Dans sa forme, l'information devrait également répondre à **des attentes d'accessibilité et de pédagogie**, face à une masse de données que les citoyens n'auraient pas le temps de consulter et à un registre trop technique ou technocratique.

De manière moins marquée, l'attente d'une **plus grande transparence sur les revenus des élus et l'usage des fonds publics** est évoquée.

*« Peut-être faudrait-il créer un organisme indépendant qui récolterait tous les résultats des votes, consultations, référendum... pour les analyser et produire aux instances (présidence, parlement et sénat) et au médias "honnêtes" l'avis des français » (Homme, 50 ans et +, CSP intermédiaire, Pays-de-la-Loire, UDI)*

*« Diffuser des informations et des analyses permettant aux citoyens de se forger une opinion éclairée » (Femme, 35-49 ans, CSP intermédiaire, Normandie, Renaissance)*

*« Il faudrait rendre les processus de consultation plus accessibles et transparents. Utiliser des outils numériques, organiser des débats locaux, et valoriser les contributions citoyennes » (Homme, 50 ans et +, CSP+, Ile-de-France, Les Républicains)*

*« Réinstaurer la transparence sur les revenus des élus, qui a été mise à mal » (Homme, 50 ans et +, Retraité, PACA, EELV)*



**Garantir  
la transparence**



## Face à une centralisation souvent perçue, le partage de la décision au niveau local est valorisé

Telle qu'elle est perçue par les participants, la démocratie en acte devrait **impliquer le niveau local**, face à la perception d'une distance tant symbolique que géographique à la prise de décision publique.

Les mairies en premier lieu, voire l'échelon départemental, représenteraient alors **les acteurs pertinents pour animer le débat public et favoriser la participation citoyenne**. Ont ainsi été mentionnés les comités de quartier, les boîtes à idées, les tables rondes, les réunions d'information, ou encore les budgets participatifs.

L'implantation de **points de contacts locaux**, agissant comme autant de relais entre les citoyens et la prise de décision, est ainsi valorisée.



**Renforcer  
la proximité**

*« Des comités de quartier, des commissions extramunicipales, des appels à contribution dans la presse et les réseaux sociaux... »  
(Homme, 50 ans et +, Retraité, PACA, EELV)*

*« Des tables rondes en petit comité, la désignation d'un rapporteur, une mise en commun dirigé par chef d'orchestre. Des débats avec une thématique, des appels à participation par région » (Femme, 50 ans et +, Retraîtée, Occitanie, Rassemblement National)*

*« Peut-être des réunions d'information/échange organisées par les municipalités. Sur des sujets locaux ça devrait fonctionner »  
(Homme, 50 ans et +, Retraité, Occitanie, EELV)*



# Enfin, le cadre institutionnel de la prise de parole citoyenne gagnerait à être modernisé

Pour beaucoup, et en particulier les plus jeunes, **les institutions n'ont pas pleinement pris la mesure de la révolution numérique et des opportunités qu'elle présente pour l'implication citoyenne.**

Aussi, nombre de participants plaident en faveur d'une **modernisation de la vie citoyenne** qui passerait par des formats plus adaptés aux usages contemporains : consultations et référendums en ligne ou par SMS, forums et réseaux sociaux citoyens, tables rondes en visioconférence, voire des initiatives plus ludiques (vidéos, ludification...).

Certains notent toutefois que, pour être effectifs, de tels formats devront **sécuriser les participations** et éviter l'anonymat en ligne (par exemple, en utilisant les identifiants de Franceconnect).



**Dépoussiérer  
les institutions**

*« Des forums en ligne citoyens où les personnes ayant le droit de vote et clairement identifiés avec leur identité réelle puissent débattre sur le modèle des réseaux sociaux » (Homme, 35-49 ans, CSP+, Hauts-de-France, Rassemblement National)*

*« Des référendums ! Il faudrait un système de vote électronique fiable et sécurisé, ce qui permettrait d'être régulièrement consulté sur différents sujets importants sans qu'il y soit besoin de se déplacer aux urnes à chaque fois. » (Homme, 50 ans et +, CSP+, Ile-de-France, Les Républicains)*

*« Un débat public sur les réseaux sociaux car les jeunes seront sans doute plus motivés à participer. Forums , vidéos en live, sous forme de jeux... » (Femme, 18-34 ans, CSP intermédiaire, Grand Est, Parti Socialiste)*

*« Un système de votes pourrait être mis en place par SMS par exemple Aujourd'hui, la grande majorité des français ont un téléphone portable. Ce serait un moyen très pratique de participer au débat public » (Femme, 18-34 ans, CSP intermédiaire, Auvergne-Rhône-Alpes, Rassemblement National)*

# “ Le débat public, dans sa teneur, gagnerait à favoriser l’apaisement et la participation citoyenne



## Un débat apaisé

Les citoyens interrogés en appellent à un **débat plus apaisé**, reposant sur un **ethos de la discussion**, et non exclusivement de la confrontation.

« Plus juste entre les protagonistes, interdiction de s'insulter, en rester sur les sujets et répondre aux questions posées par le public » (Femme, 35-49 ans, CSP intermédiaire, Ile-de-France, EELV)

« Par le respect des règles et d'autrui, par le sens de l'écoute, par l'action et non seulement les idées, il faut pouvoir mettre à exécution les idées les plus pertinentes pour permettre aux gens d'avoir envie de participer » (Femme, 50 ans et +, Retraitée, Ile-de-France, Parti Socialiste)



## Un débat ouvert

Face à la perception d'un **débat public monopolisé** par le personnel politique, les experts et les journalistes, les participants attendent une ouverture aux différents acteurs (cf. *infra*).

« Tous les acteurs de tous les publics confondus, il y a énormément d'institutions qui sont laissées à la dérive en France » (Femme, 50 ans et +, Retraitée, Ile-de-France, Parti Socialiste)

« Donner la parole à tous type de public, CSP, origine... que chacun ait son mot à dire » (Homme, 18-34 ans, CSP+, Auvergne-Rhône-Alpes, La France Insoumise)

« Les acteurs locaux, les syndicats, les partis politiques et la société civile pour animer les débats et discussions » (Homme, 50 ans et +, Retraité, PACA, Renaissance)



## Un débat citoyen

Face au sentiment partagé d'**exclusion du débat** et de la vie publique, les citoyens souhaitent avoir voix au chapitre et participer, dans la mesure de leurs possibilités, à la chose publique.

« Il faut que les citoyens français soient plus impliqués dans les débats publics et que la participation reflète fidèlement la composition de la société. Par exemple, si 40 % de la population vit dans la précarité, alors 40 % des participants aux débats devraient appartenir à cette catégorie » (Homme, 18-34 ans, Inactif, Bretagne, Les Républicains)



# FOCUS – Les différents acteurs du tissu social et économique sont attendus pour un débat public revivifié

Les Français interrogés estiment, dans leur majorité, que tous les acteurs devraient se retrouver autour de la table pour dessiner les contours d'un débat public renouvelé : citoyens, tissu associatif et syndical, élus de terrain... Dans cette perspective, **médias et entreprises** ont un rôle à jouer.



## Les médias : courroie de transmission et espace de visibilité

Plusieurs rôles sont attendus des médias, aux différents échelons de ce que pourrait être le débat démocratique de demain : **initier, inviter et rassembler dans un premier temps** (les politiques, la société civile, les experts..), **animer le débat**, avant d'**informer les citoyens** dans un souci d'objectivité.



## Les entreprises : acteurs économiques et sociétaux de premier plan

Les entreprises sont également attendues, **pour des raisons et selon des modalités différentes** : les grands groupes pour leur force de frappe et leurs expertises (techniques, environnementales, RH...) ; les PME pour leur insertion dans le tissu local et leur connaissance du terrain.

- On notera toutefois qu'une partie des participants, essentiellement positionnés à gauche, estiment incompatibles les attendus de l'entreprise capitaliste et la recherche du bien commun.



## Selon les mots des participants



### Les médias : courroie de transmission et espace de visibilité

« Les médias pourraient créer / solliciter un débat avec d'un côté les représentants de l'Etat, de l'autre, des représentants de différents secteurs (santé, agriculture, industries, système scolaire...) » (Femme, 50 ans et +, Retraitée, Bretagne, Le Parti Socialiste)

« Les médias doivent garantir une information factuelle et accessible, tout en donnant la parole à chaque citoyen. Ils ont aussi la responsabilité de créer des espaces de dialogue constructifs pour que les citoyens puissent s'informer et participer activement au débat public » (Homme, 18-34 ans, Inactif, Bretagne, Les Républicains)

« Leur rôle est de présenter au public suffisamment d'informations pour lui permettre de prendre des décisions éclairées, comme cela est nécessaire dans le cadre de la démocratie. Le « journalisme objectif » n'existe pas, mais c'est l'objectif à atteindre » (Homme, 18-34 ans, CSP intermédiaire, Ile-de-France, Le Parti Socialiste)



### Les entreprises : acteurs économiques et sociétaux de premier plan

« Les entreprises sont très importantes dans le débat public, car elles créent des emplois, c'est un lieu de vie sociale, elles versent des salaires et permet le développement économique » (Femme, 35-49 ans, CSP intermédiaire, Hauts-de-France, Renaissance)

« Je pense que les entreprises devraient participer activement au débat public en adoptant des pratiques de transparence et de responsabilité sociale, en collaborant avec diverses parties prenantes, en investissant dans l'innovation et la recherche, et en s'engageant dans des initiatives communautaires » (Homme, 25-34 ans, CSP+, Grand Est, EELV)

« Toutes les entreprises car elles sont légitimes, elles sont ancrées dans les territoires, elles connaissent parfaitement les enjeux économiques : les industries, le secteur de l'énergie, les entreprises responsables de la construction des routes, des voies ferroviaires, aéroports » (Femme, 35-49 ans, CSP intermédiaire, Normandie, Renaissance)



# La synthèse





## Les sept principaux enseignements (1/2)

1

Face aux craintes multiples des citoyens interrogés quant à leur avenir immédiat, **le politique et les structures de la démocratie demeurent perçus comme une garantie et un potentiel rempart, malgré leurs profondes imperfections.**

2

Parallèlement, domine, chez les citoyens rencontrés, le sentiment d'un **respect des institutions, en leur principe**, mais qui se traduit, dans le concret de leur fonctionnement, par une **profonde défiance**. Le fossé séparant **le droit et le fait** paraît abyssal.

3

**Plusieurs conditions de succès du bon fonctionnement des institutions en acte ne semblent pas remplies.** Sont pointés **un manque d'écoute, de transparence, d'exemplarité, d'équité, de proximité et d'efficacité**, autant d'éléments qui concourent à **une défiance profonde et sans doute durable**. La récente séquence politique de la nomination de Michel Barnier au poste de Premier ministre, fréquemment perçue comme irrespectueuse du vote des Français, semble avoir **accru ce sentiment chez beaucoup**.

4

**Les médias paraissent également jouer un rôle** dans cette crise de la confiance, sous l'effet conjugué **de la surabondance** (des chaînes d'information en continu aux fils des réseaux sociaux), **du sensationnalisme**, de **l'appartenance des médias** aux « grands groupes » et des **orientations politiques** de certains d'entre eux. La figure journalistique semble en partie démonétisée, sous le double effet d'un manque perçu d'indépendance et de neutralité.



## Les sept principaux enseignements (2/2)

5

Dans sa forme actuelle, **le débat public est perçu comme conflictuel**, dominé par la parole politique et médiatique, **à l'exclusion des citoyens**.

6

Dans le contexte d'un **manque d'écoute perçu**, plusieurs leviers d'action sont identifiés par les citoyens interrogés : la mise en place de **dispositifs d'écoute** (dont le référendum et les consultations), l'accès à une **information transparente** en amont de la décision publique, l'instauration de **relais locaux** ou encore le recours à des **formes dématérialisées** de participation citoyenne.

7

Les citoyens attendent, demain, **un débat public plus apaisé, ouvert aux différents acteurs médiatiques et économiques**, et **impliquant plus directement les citoyens**. C'est à ces conditions, peut-être, que la confiance citoyenne pourrait, **en partie, être retrouvée**.



## RENDRE LE MONDE INTELLIGIBLE POUR AGIR AUJOURD'HUI ET IMAGINER DEMAIN

# WE ARE DIGITAL !

**Fondé en 2000 sur cette idée radicalement innovante pour l'époque, OpinionWay a été précurseur dans le renouvellement des pratiques de la profession des études marketing et d'opinion.**

Forte d'une croissance continue depuis sa création, l'entreprise n'a eu de cesse de s'ouvrir vers de nouveaux horizons pour mieux adresser toutes les problématiques marketing et sociétales, en intégrant à ses méthodologies le Social Média Intelligence, l'exploitation de la smart data, les dynamiques créatives de co-construction, les approches communautaires et le storytelling.

Aujourd'hui OpinionWay poursuit sa dynamique de croissance en s'implantant géographiquement sur des zones à fort potentiel que sont l'Europe de l'Est et l'Afrique.

**C'est la mission qui anime les collaborateurs d'OpinionWay et qui fonde la relation qu'ils tissent avec leurs clients.**

Le plaisir ressenti à apporter les réponses aux questions qu'ils se posent, à réduire l'incertitude sur les décisions à prendre, à tracker les insights pertinents et à co-construire les solutions d'avenir, nourrit tous les projets sur lesquels ils interviennent.

Cet enthousiasme associé à un véritable goût pour l'innovation et la transmission expliquent que nos clients expriment une haute satisfaction après chaque collaboration - 8,9/10, et un fort taux de recommandation – 3,88/4.

Le plaisir, l'engagement et la stimulation intellectuelle sont les trois mantras de nos interventions.





## RESTONS CONNECTÉS !

[www.opinion-way.com](http://www.opinion-way.com)



### Envie d'aller plus loin ?

Recevez chaque semaine nos derniers résultats d'études dans votre boîte mail en vous abonnant à notre

[newsletter !](#)

# “*opinionway*”

15 place de la République  
75003 Paris

PARIS  
CASABLANCA  
ALGER  
VARSOVIE  
ABIDJAN

Votre contact

**Frédéric Micheau**

Directeur du Pôle Opinion  
Directeur général adjoint

Tel. +33 1 81 81 83 66  
[fmicheau@opinion-way.com](mailto:fmicheau@opinion-way.com)